L’an deux mil vingt-trois le cinq décembre à dix-huit heures trente minutes, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Brissac, convoqués le premier décembre deux mil vingt-trois se sont réunis à la Mairie sous la présidence de Mr Jean-Claude RODRIGUEZ, Maire.

**Étaient Présents** : Mr RODRIGUEZ Jean-Claude, Mme COPIN Françoise, Mrs CAUSSE Jean-Louis, CUBERES Francis, Mme PONGAN Delphine, Mr CALAMUSA Frédéric, Mme CLERGET Sophie, Mr BARTHE Michel.

**Absents excusés :** Mmes RABOU Nathalie, ROBILLART Colette, Mr STEINER Stephan, Mme JOLIMOY-DEZEUZE Nathalie.

Mme RABOU Nathalie a donné procuration à Mr RODRIGUEZ Jean-Claude

Mme ROBILLART Colette a donné procuration à Mme PONGAN Delphine

Mr STEINER Stéphan a donné procuration à Mr CUBERES Francis

Mme JOLIMOY-DEZEUZE Nathalie a donné procuration écrite à Mr CAUSSE Jean-Louis

Mme PONGAN Delphine a été élue secrétaire, à bulletins secrets, par 12 voix (unanimité des membres présents et représentés)

Vote du compte-rendu du Conseil Municipal en date du 24 octobre 2023 :12 votes pour et aucun vote contre, le compte rendu de séance du 24 octobre 2023 est donc approuvé.

**Identification des zones d’Accélération pour l’implantation d’installation terrestres de Production des Energies Renouvelables (APER)**

**DCM 05-12-2023 N°1**

Mr Le Maire, et le DGS expliquent que les services de la Communauté de Communes ont adressé récemment un mail explicatif concernant les zones d’Accélérations de la Production des Energies renouvelables (APER).

Ils expliquent qu’une délibération doit être prise avant la fin de l’année,

**Vu** la Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l’accélération de la production d’énergies renouvelables, et notamment son article 15 ;

**Vu** le Code de l’énergie et notamment ses articles L. 141-5-1, L. 141-5-3, L. 141-3, L. 211-2, L. 100-4, L. 100-1 A et L. 141-1 ;

**Vu** le Code de l’urbanisme et notamment ses articles L. 318-8-2, L. 181-28-10 et L. 143-16 ;

**Vu** le Code de l’environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 511-1, L. 110-4 et L. 341-15-1 ;

**Vu** le courrier du préfet de la région Occitanie et du département de la Haute-Garonne du 20 juin 2023 relatif à la mise à disposition des données et éléments d’informations relatifs à l’établissement des zones d’accélération des énergies renouvelables ;

**Vu** les documents concernant l’identification des zones d’accélération pour l’implantation d’installation terrestres de production des Energies Renouvelables (APER) qui seront envoyés à la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises afin de réaliser un débat en Conseil Communautaire ;

Vu le débat en Conseil Communautaire de l’EPCI qui aura lieu prochainement ;

**Vu** les modalités de concertation du public précisées en annexe de la présente délibération.

**Considérant** que les zones d’Accélération pour l’implantation d’installations terrestres de Production d’Energies Renouvelables présentent un potentiel permettant d’accélérer la production d’énergies renouvelables pour atteindre, à terme, les objectifs de la politique énergétique nationale et les objectifs de la Programmation Pluriannuelle de l’Energie (PPE) ;

**Considérant** que les zones d’accélération contribuent à la solidarité entre les territoires et à la sécurisation de l’approvisionnement énergétique ;

**Considérant** que ces zones sont définies dans l’objectif de prévenir et de maîtriser les dangers ou les inconvénients qui résulteraient de l’implantation d’installations de production d’énergies renouvelables pour les intérêts tenant à une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ainsi qu’à la commodité du voisinage, la santé, sécurité, salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

**Considérant** que ces zones sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d’installation de production d’énergies renouvelables, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance d’énergies renouvelables déjà installée ;

**Considérant** que, à l’exception des procédés de production en toiture, ces zones ne peuvent être comprises dans les parcs nationaux et les réserves naturelles ni, lorsqu’elles concernent le déploiement d’installations éoliennes, dans les sites classés dans la catégorie de zone de protection spéciale ou de zone spéciale de conservation des chiroptères au sein du réseau Natura 2000, ni dans les zones couvertes par des dispositions de protection conduisant à une interdiction des installations d’énergies renouvelables, ni dans les zones à enjeux majeurs identifiées sur la base d’éléments de connaissance territorialisés :

**Considérant** que ces zones sont identifiées en tenant compte de l’inventaire relatif aux zones d’activité économique afin de valoriser les zones d’activité économique présentant un potentiel pour le développement des énergies renouvelables ;

**Considérant** que dans le périmètre des aires protégées et des grands sites de France, les communes identifient ces zones d’accélération après avis du gestionnaire. Lorsque les communes sont intégrées en totalité ou en partie dans le périmètre de classement d’un parc naturel régional, l’identification des zones d’accélération est réalisée en concertation avec le syndicat mixte gestionnaire du parc pour ce qui concerne les zones situées en son sein ;

**Considérant** que les communes identifient des zones d’accélération par délibération du Conseil Municipal après concertation du public selon des modalités qu’elles déterminent librement, qu’elles transmettent au référent préfectoral, à l’EPCI dont elles sont membres et le cas échéant, à l’établissement public mentionné à l’article L. 143-16 du code de l’urbanisme ;

**Considérant** que la définition des zones d’accélération est actualisée au moins à chaque révision de la PPE.

**Monsieur le Maire** informe le conseil municipal que :

Les zones d’Accélération permettent d’accélérer et de faciliter l’implantation d’installations terrestres de Production d’Energies Renouvelables sur le territoire.

Les projets d’énergies renouvelables situés au sein de zones d’accélération bénéficieront d’une meilleure acceptabilité sociale, d’une réduction des délais d’instruction, de dispositifs financiers et d’une accélération de leur implantation à travers la possibilité d’intégration de zones d’accélération au sein des documents d’urbanisme avec la procédure de modification simplifiée.

1. **Contexte général du projet d’identification de zones d’accélération**

En 2020, la France était le seul pays de l’Union européenne à ne pas avoir rempli ses objectifs en matière d’énergies renouvelables.

Face à la crise énergétique et au dérèglement climatique et afin de rattraper le retard pris par la France en matière de développement des énergies renouvelables, la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l’accélération de la production d’énergies renouvelables est adoptée.

Cette loi a donc notamment pour objet d’atteindre les objectifs de la politique énergétique nationale et de la PPE et ainsi de contribuer à la solidarité nationale et à la sécurisation de l’approvisionnement énergétique en France.

Pour cela, une accélération du développement de la production d’énergies renouvelables est nécessaire sur l’ensemble du territoire national et un dispositif d’identification par les communes de zones d’accélération pour l’implantation d’installations terrestres de production d’énergies renouvelables est mis en place et encadré par l’article 15 de la loi.

1. **Étapes de la procédure d’identification des zones d’accélération**

A compter de la mise à disposition aux communes par l’État des informations et données disponibles relatives au potentiel d’implantation des énergies renouvelables, les communes identifient des zones d’accélération par délibération du Conseil Municipal et les transmettent au référent préfectoral, à l’EPCI et, le cas échéant, à l’établissement publics mentionné à l’article L. 143-16 du code de l’urbanisme, dans un délai de six mois.

Un débat se tiendra au sein de l’organe délibérant de l’EPCI sur la cohérence des zones d’accélération identifiées avec le projet du territoire.

Le référent préfectoral arrêtera une cartographie des zones d’accélération identifiées qu’il transmet au comité régional de l’énergie ou à l’organe en tenant lieu. Le référent consulte également, au sein d’une conférence territoriale, les établissements publics mentionnés à l’article L. 143-16 du code de l’urbanisme et les EPCI.

L’avis du comité régional ou de l’organe en tenant lieu est transmis aux référents préfectoraux au plus tard trois mois après la réception de la cartographie des zones d’accélération transmises.

L’identification des zones d’accélération est renouvelée pour chaque période de cinq ans.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,**

Après en avoir délibéré et avoir voté, par 11 voix POUR et 1 voix CONTRE (CLERGET Sophie)

**Approuve**

**Article 1 :** Identifie les zones d’Accélérations d’installations terrestres de Production d’Energies Renouvelables telles que figurant sur le plan ci-joint qui restera annexé à la présente délibération et pourra être complété ultérieurement.

**Article 2 :** Monsieur le Maire est autorisé à transmettre ces propositions au référent préfectoral

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Références cadastrales** | | **Surface** | **Type d’énergie renouvelable** |
| **SECTION** | **NUMERO** |
| **AE** | **75** | **6160 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AE** | **81** | **9350 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AE** | **82** | **8060 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AE** | **83** | **7660 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AB** | **1** | **11 960 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AB** | **8** | **100 000 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AB** | **13** | **762 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AB** | **18** | **2558 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AB** | **3** | **8910 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AB** | **4** | **9370 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AB** | **9** | **329232 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AB** | **15** | **139223 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AD** | **4** | **8 910 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AD** | **9** | **1270 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AO** | **5** | **550 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AO** | **6** | **3260 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AO** | **7** | **1960 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AO** | **18** | **3640 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AO** | **117** | **1202 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AO** | **184** | **51423 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AO** | **186** | **5534 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AO** | **177 en partie** | **Environ 110000 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AN** | **5** | **600 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AN** | **8 en partie** | **Environ 60000 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AM** | **491** | **3681 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AM** | **493** | **2103 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AR** | **195** | **19775 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **323** | **9566 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **327** | **2632 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **13** | **2720 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **12** | **6200 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **16** | **19240 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **195** | **229120 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **332** | **349989 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **325** | **4831 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **323** | **9566 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **319** | **36658 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **203** | **11280 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **321** | **6671 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **200** | **8840 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **201** | **10280 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **202** | **8960 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **214** | **47560 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **215** | **82160 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **21** | **3600 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |
| **AV** | **16** | **19240 m2** | **PHOTOVOLTAIQUE** |

**+ PLANS DES ZONES**

Même Séance

**Rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public ANC Exercice 2022**

**DCM 05-12-2023 N°2**

Monsieur le Maire et Mr CAUSSE Jean-Louis délégué de la commune auprès du SIEA, présentent au Conseil Municipal le rapport annuel sur le prix et la qualité du service d’assainissement non collectif de l’exercice 2022 adopté par le SIEA de la région de Ganges par délibération du 07 Novembre 2023.

Il indique que ce rapport doit être validé par le Conseil Municipal.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d’adopter le rapport sur le prix et la qualité du service d’assainissement non collectif pour l’exercice 2022.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré et avoir voté, à l’unanimité des membres présents et représentés

APPROUVE ce rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public Eau et Assainissement, tel qu’il restera annexé à la présente délibération.

Même Séance

**Rapports annuels sur le prix et la qualité du Service Public Eau et Assainissement Exercice 2022**

**DCM 05-12-2023 N°3**

Monsieur le Maire et Mme COPIN Françoise, Adjointe Déléguée présentent au Conseil Municipal les rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics Eau et Assainissement, Exercice 2022. Ils rappellent que ce dossier a été envoyé à tous les élus par voie dématérialisée, avec la convocation au présent Conseil.

Le Maire soumet ensuite au vote du Conseil Municipal l'approbation de ces rapports.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré, et avoir voté à l’unanimité des membres présents et représentés

APPROUVE ces rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics Eau et Assainissement, Exercice 2022.

Même Séance

**Prix de l’Eau pour l’année 2024**

**DCM 05-12-2023 N°4**

Mr le Maire et Mme COPIN Françoise, Adjointe Déléguée demandent au Conseil Municipal de fixer le prix de l'eau pour l'exercice 2024. Ils rappellent que les tarifs pour 2023 étaient les suivants :

EAU POTABLE :

- Abonnement annuel : 97,23 €

- Prix du m3 dès le 1er M3 : 1,21 €

EAUX USEES :

Brissac le Haut, Brissac le Bas, le Suc, et Coupiac :

- Abonnement annuel : 52,44 €

- Prix par m3 : 0,66 €

Mr Le Maire et Mme Françoise COPIN, Adjointe Déléguée proposent de passer l’augmentation des tarifs de l’eau à 25 % pour faire face aux remboursements des emprunts contractés pour réhabiliter les réseaux, travaux qui ont permis le renouvellement des canalisations   AEP  entre Coupiac et Brissac le Haut ainsi qu'entre La Fous  et  Brissac le Haut  les prévisions sont basées sur l’obtention d’ un meilleur rendement (moins de fuites)  et donc par conséquent d’une meilleure maîtrise des dépenses.

En conséquence, ils proposent pour 2024 les tarifs ci-après, calculés selon une augmentation de 25 %

EAU POTABLE :

- Abonnement annuel : 121,54 €

- Prix du m3 : dès le 1er M3 : 1,52€

EAUX USEES :

Brissac le Haut, Brissac le Bas, le Suc et Coupiac

- Abonnement annuel : 65,55 €

- Prix par m3 : 0,82 €

Ils demandent au Conseil Municipal de se prononcer par vote sur ces propositions.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré, et avoir voté, Par 10 Voix POUR et 2 Voix CONTRE (CLERGET Sophie et CALAMUSA Frédéric),

APPROUVE la proposition et donc fixe comme suit le prix de l'eau pour l'exercice 2024 :

EAU POTABLE :

- Abonnement annuel : 121,54 €

- Prix du m3 dès le 1er M3 : 1,52 €

EAUX USEES :

Brissac le Haut, Brissac le Bas, le Suc, et Coupiac :

- Abonnement annuel : 65,55 €

- Prix par m3 : 0,82 €

Même Séance

**Décision modificative N°1 Budget Annexe Eau et Assainissement Exercice 2023**

**DCM 05-12-2023 N°5**

Mr Le Maire et Mme COPIN Françoise, Adjointe déléguée, expliquent qu’il n’y a pas nécessité de voter une décision modificative du budget.

Cette question est donc ajournée.

Même Séance

**Budget Annexe Eau Assainissement : Dépenses d’Investissement, autorisation de paiement avant Vote du BP 2024**

**DCM 05-12-2023 N°6**

Monsieur le Maire et Mme COPIN Françoise, Adjointe Déléguée rappellent que l’article 1612-1 du Code Général des Collectivités territoriales prévoit que l’exécutif d’une collectivité locale ou d’un établissement public de coopération intercommunale peut, sur autorisation de l’assemblée délibérante engager, liquider et mandater les dépenses d’investissement dans la limite du quart des crédits ouverts pour l’exercice précédent non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

A l’issue de l’exercice 2023, un certain nombre de crédits engagés mais non mandatés vont pouvoir faire l’objet de reports de crédit permettant de payer des factures arrivant avant le vote du budget primitif 2024.

A l’inverse certaines prestations doivent pouvoir être engagées et réalisées avant le vote du budget primitif. Il convient donc de mettre en œuvre ces dispositions pour le budget Annexe Eau et Assainissement de la Commune de Brissac.

Le montant total des crédits inscrits au budget Eau et Assainissement en 2023 au chapitre 20 - immobilisations incorporelles -, au chapitre 21 - immobilisations corporelles -, au chapitre 23 - immobilisations en cours - s’élève à 1 332 778 €. En théorie, le Conseil Municipal peut donc autoriser le paiement de dépenses nouvelles d’investissement total, préalablement au vote du budget 2024, à concurrence de 333 194 €.

Le Maire propose donc au Conseil d’autoriser l’engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d’investissement dans la limite de 333 194 € globalement pour le total des chapitres comptables 20, 21 et 23, sans pouvoir dépasser, opération par opération lorsque les dépenses ont été individualisées en opération, les montants disponibles au 31-12-2023.

Etant précisé qu’on appelle montant disponible d’une opération d’équipement le montant budgétisé en 2023 auquel on soustrait le montant des dépenses réalisées au 31-12-2023.

Il demande au Conseil de voter sur cette proposition.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Entendu l’exposé de Monsieur le Maire

Après en avoir délibéré, et avoir voté, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la proposition du Maire et donc

DECIDE d’autoriser l’engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses nouvelles d’investissement dans la limite de 333 194 € du budget Annexe Eau et Assainissement selon les conditions énumérées précédemment, pour l’exercice 2024, après le 01/01/2024 et ce jusqu’au vote du budget primitif 2024.

Même Séance

**Décision modificative N°2 Budget Principal Commune Exercice 2023**

**DCM 05-12-2023 N°7**

Mr Le Maire et Mme COPIN Françoise, Adjointe déléguée, expliquent qu’il n’y a pas nécessité de voter une décision modificative du budget.

Cette question est donc ajournée.

Même Séance

**Demande de subventions réseau Eaux Usées**

**DCM 05-12-2023 N°8**

Mr Le Maire et Mme COPIN Françoise, Adjointe déléguée, rappellent qu’il y avait un projet d’extension du réseau Eaux Usées coté Route de Ganges, RD 4.

Ce dossier n’a pas été subventionné par l’Agence de Bassin, ni par la DETR.

La Commune a seulement obtenu une subvention de 30 % sur le dossier initial, soit sur un montant de travaux de 188 160 € HT, subvention de 56 500 € par le CD 34.

De plus, à ce jour, le dossier a été élargi, et le montant prévisionnel des dépenses s’élève désormais à 276 960 € HT, soit 332 352 € TTC.

En conséquence, ils proposent au Conseil de demander une subvention complémentaire au CD 34 afin de financer la partie nouvelle de ce projet, et de demander la DETR 2024 sur l’ensemble de ce projet.

Ils précisent également que le projet initial a été commencé, car les services des routes du Département ont réalisé des travaux de revêtement de la RD 4 en 2022, et donc la partie Réseau E.U qui nécessitait des travaux en traversée de la RD 4 devait impérativement être réalisée avant ces travaux.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré, et avoir voté à l’unanimité des membres présents et représentés

APPROUVE cette proposition, et donc :

* Demande la DETR 2024 sur le montant prévisionnel de dépenses de 276 960 € HT
* Demande la prorogation de la Subvention du CD 34 déjà acquise, délibération du CD 34 du 23/07/2021 dossier N° 2021- 01611
* Demande une subvention complémentaire au CD 34 pour rajout du complément de dossier, soit sur un montant prévisionnel de dépenses HT de 88 530 € HT.
* Demande des subventions à tout autres financeurs potentiels

Même Séance

**Budget Principal Commune : Dépenses d’Investissement, autorisation de paiement avant Vote du BP 2024**

**DCM 05-12-2023 N°9**

Monsieur le Maire et Mme COPIN Françoise, Adjointe Déléguée, rappellent que l’article 1612-1 du Code Général des Collectivités territoriales prévoit que l’exécutif d’une collectivité locale ou d’un Etablissement Public de Coopération Intercommunale peut, sur autorisation de l’assemblée délibérante engager, liquider et mandater les dépenses d’investissement dans la limite du quart des crédits ouverts pour l’exercice précédent non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

A l’issue de l’exercice 2023, un certain nombre de crédits engagés mais non mandatés vont pouvoir faire l’objet de reports de crédit permettant de payer des factures arrivant avant le vote du budget primitif 2024.

A l’inverse certaines prestations doivent pouvoir être engagées et réalisées avant le vote du budget primitif. Il convient donc de mettre en œuvre ces dispositions pour le budget Principal de la Commune de Brissac.

Le montant total des crédits inscrits au budget principal en 2023 au chapitre 20 - immobilisations incorporelles -, au chapitre 21 - immobilisations corporelles -, au chapitre 23 - immobilisations en cours - s’élève à 2 355 336 €. En théorie, le Conseil Municipal peut donc autoriser le paiement de dépenses nouvelles d’investissement total, préalablement au vote du budget 2024, à concurrence de 588 834 €.

Le Maire propose donc au Conseil d’autoriser l’engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d’investissement dans la limite de 540 679 € globalement pour le total des chapitres comptables 20, 21 et 23, sans pouvoir dépasser, opération par opération lorsque les dépenses ont été individualisées en opération, les montants disponibles au 31-12-2023. Etant précisé qu’on appelle montant disponible d’une opération d’équipement le montant budgétisé en 2023 auquel on soustrait le montant des dépenses réalisées au 31-12-2023.

Il demande au Conseil de voter sur cette proposition.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Entendu l’exposé de Monsieur le Maire

Après en avoir délibéré, et avoir voté, l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la proposition du Maire et donc

DECIDE d’autoriser l’engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses nouvelles d’investissement dans la limite de 588 834 € du budget principal Commune selon les conditions énumérées précédemment, pour l’exercice 2023, après le 01/01/2024 et ce jusqu’au vote du budget primitif 2024.

Même Séance

**Régularisation de servitude réseau Eaux Usées et cession de terrain**

**DCM 05-12-2023 N°10**

Monsieur le Maire et Mme COPIN Françoise, Adjointe Déléguée expliquent au Conseil Municipal les faits suivants :

1/ Mr et Mme EL FILALI Saïd et Nathalie demandent à la commune de leur vendre la parcelle de bois cadastrée AO 173 ;

2/ à l’occasion de discussions concernant cette demande, il est apparu que deux canalisations du réseau Eaux Usées ont été posées dans leur terrain, parcelles AM N°263 et AM N° 417.

Il semble donc judicieux de profiter de ces discussions pour régulariser également ces deux servitudes pour lesquelles les droits de la commune pourraient être mis en cause. Une régularisation amiable étant possible, c’est cette solution qui est envisagée.

Mr Le Maire, et Mme COPIN Françoise, Adjointe déléguée proposent donc au Conseil Municipal deux procédures :

1/ Accepter de vendre au couple EL FILALI Saîd et Nathalie la parcelle AO 173 au prix de 2 900 €, selon l’estimation suivante :

450 M2 x 4 €uros = 1 800 €

2 200 M2 x 0,50 €uros = 1 100 €

Total = 2 900 €

2/ Régulariser la servitude concernant l’existence des réseaux communaux Eaux Usées sur les parcelles AM 263 et AM 417, moyennant une indemnité de 2900 €.

Il est précisé que les époux EL FILALI ont donné un accord de principe sur ces deux propositions, Mr Le Maire soumet donc au vote du Conseil Municipal l'approbation de ces propositions.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré, et avoir voté à l’unanimité des membres présents et représentés

* APPROUVE ces propositions, et donc :
* AUTORISE Mr Le Maire, et Mme La Première Adjointe au Maire en l’absence du Maire, à signer les actes notariés correspondants, ainsi que toutes pièces afférentes à ce dossier.

. Que les frais d’acte notarié concernant la servitude seront intégralement à la charge de la Commune.

* Que les frais d’acte notarié concernant la transaction de la parcelle AO 173 seront intégralement à la charge des époux EL FILALI.
* DECIDE d’autoriser les époux EL FILALI Saïd et Nathalie à utiliser la parcelle AO 173 par anticipation et donc avant même son acquisition, de manière privative et ce dès lors que la présente délibération sera exécutoire.

Même Séance

**Retrait de la délibération N°1 du 24/10/2023**

**DCM 05-12-2023 N°11**

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal suite aux conseils de notre notaire, la, question ayant fait l’objet de la délibération N° 1 du 24/10/2023 aurait pu être traitée comme donation alors qu’elle a été considérée comme vente pour l’euro symbolique.

Le Maire soumet ensuite au vote du Conseil Municipal l'approbation du retrait de cette délibération, dans le but de REQUALIFIER la procédure en donation.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré, et avoir voté à l’unanimité des membres présents et représentés

DECIDE de retirer la délibération N° 1 du 24/10/2023.

Même Séance

**Donation par les Etablissements BERGER Michel d’un terrain au profit de la Commune**

**DCM 05-12-2023 N°12**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les dispositions des articles L.2242-1 et suivants et des articles R.2242-1 et suivants ;

Vu les dispositions de l’article 932 du code civil ;

Mr Le Maire indique que les Ets Michel BERGER de GANGES souhaitent offrir à la Commune une parcelle leur appartenant située à BRISSAC et qui n’est plus utilisée à ce jour pour les besoins de leur commerce.

* Les références cadastrales sont : AK 442 pour une surface de 2 m2 et AK 443 pour une surface de 410 m2 ;
* Soit une surface totale de 412 m2 ;
* Le Maire propose au Conseil Municipal de voter pour accepter ce transfert de propriété en qualité de donation.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

* Après en avoir délibéré, et avoir voté à l’unanimité des membres présents et représentés ;
* DECIDE d’accepter la DONATION par les Ets BERGER des parcelles cadastrées AK 442 et AK 443 au profit de la Commune, sans charge ni condition ;
* AUTORISE Mr Le Maire, et Mme La Première Adjointe au Maire en l’absence du Maire, à signer l’acte notarié correspondant, ainsi que toutes pièces afférentes à ce dossier ;

Même Séance

**Projet de Convention à passer pour mise à disposition de mobilier urbain**

**DCM 05-12-2023 N°13**

Mr le Maire et Mr CAUSSE Jean-Louis, Adjoint Délégué proposent de passer une convention avec Mr Michel MONTEIL qui propose de prêter du mobilier urbain qui sera utilisé pour pérenniser les aménagements mis en place en 2023 pour sécuriser la place de l’église.

Ils donnent connaissance du projet de convention, tel qu’il restera annexé à la présente délibération.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en délibéré, et avoir voté, à l'unanimité des membres présents et représentés ;

APPROUVE le projet de convention à passer avec Mr Michel MONTEIL ;

AUTORISE Mr le Maire, ou Mme la Première Adjointe au Maire en l’absence du Maire, à la signer ainsi que tous avenants, et toutes pièces annexes afférentes à cette question.

Même Séance

**Création d’un compte épargne temps**

**DCM 05-12-2023 N°14**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil la DCM par laquelle avait été décidé le principe de création d’un compte épargne temps.

Le comité social territorial du CDG 34 a été saisi, et a émis un avis favorable en date du 30/11/2023.

Le Maire soumet ensuite au vote du Conseil Municipal l'approbation de la création d’un compte épargne temps.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré, et avoir voté à l’unanimité des membres présents et représentés ;

APPROUVE donc la création de ce compte épargne temps tel qu’il a été soumis à l’avis du Comité Social.

Même Séance

**Compte rendu des décisions prises par le Maire par délégation du Conseil Municipal**

* Décisions concernant les DIA :

Mr CAUSSE Jean Louis, Adjoint au Maire, indique que Mr le Maire n’a pas exercé le droit de préemption lors des ventes suivantes :

* Décision du 26/10/2023 : DIA Vente par Mme GAY Marie-Claude et Mme MONTEIL épouse GAY Odette de la parcelle AL 165 pour une superficie totale de 00 ha 79 a 28 ca ;
* Décision du 28/10/2023 : DIA Vente par ROCHER Louise des parcelles AK 275, AK 307 AK 308 et AK 318 pour une superficie totale de 01 ha 17 a 68 ca.

**Questions diverses**

Mme CLERGET Sophie évoque deux questions :

* Le manque de signalisation de la présence de toilettes publiques, ce qui a pour conséquence le développement d’une zone utilisée en tant que toilettes à proximité de la source de la Fous. Peut-être faudrait-il envisager la présence de panneaux supplémentaires pour accroître la visibilité des toilettes publiques ?
* Elle soulève également la révision des loyers des logements communaux. Celle-ci intervient légalement chaque année, mais la Mairie ne pourrait-elle pas y déroger exceptionnellement, notamment pour les logements qui présentent des travaux à effectuer.

DCM 05-12-2023 N°1 : Identification des zones d’accélération pour l’implantation d’installation terrestres de production des Energies Renouvelables (APER)

DCM 05-12-2023 N°2 : Rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public ANC Exercice 2022

DCM 05-12-2023 N°3 : Rapports annuels sur le prix et la qualité du Service Public Eau et Assainissement Exercice 2022

DCM 05-12-2023 N°4 : Prix de l’Eau pour l’année 2024

DCM 05-12-2023 N°5 : Décision modificative N°1 Budget Annexe Eau et Assainissement Exercice 2023

DCM 05-12-2023 N°6 : Budget Annexe Eau Assainissement : Dépenses d’Investissement, autorisation de paiement avant Vote du BP 2024

DCM 05-12-2023 N°7 : Décision modificative N°2 Budget Principal Commune Exercice 2023

DCM 05-12-2023 N°8 : Demande de subventions réseau Eaux Usées

DCM 05-12-2023 N°9 : Budget Principal Commune : Dépenses d’Investissement, autorisation de paiement avant Vote du BP 2024

DCM 05-12-2023 N°10 : Régularisation de servitude réseau Eaux Usées et cession de terrain

DCM 05-12-2023 N°11 : Retrait de la délibération N°1 du 24/10/2023

DCM 05-12-2023 N°12 : Donation par les Etablissements BERGER Michel d’un terrain au profit de la Commune

DCM 05-12-2023 N°13 : Projet de Convention à passer pour mise à disposition de mobilier urbain

DCM 05-12-2023 N°14 : Création d’un compte épargne temps